



MN/SC

DÉCLARATION

POUR UNE VRAIE MODERNISATION DU *MONDE*

Les militants du SGLCE de l'Imprimerie du groupe *Le Monde* (LMI), réunis le 8 mars 2011 en assemblée générale avec leur syndicat, ont entendu le compte rendu de la réunion du vendredi 5 mars entre Monsieur Louis DREYFUS et la direction du SGLCE et ont pris connaissance des travaux du Comité d'entreprise tenu le 7 mars.

Les salariés ont exprimé à la fois leur inquiétude et leur détermination à obtenir une véritable modernisation de leur outil de travail, permettant ainsi le maintien et le développement de la charge de travail comme plusieurs textes et accords signés avec les éditeurs, les imprimeries et leur syndicat, le SPQN, le prévoient depuis 2004.

Ces dernières années, le SGLCE et la mobilisation des personnels ont permis de déjouer les mauvais coups imaginés par les directions successives, notamment la vente pure et simple de LMI et sa sortie du groupe. Ils ont ainsi marqué des points et obtenu des engagements.

Ces engagements doivent aujourd'hui être tenus. De même, la Direction générale des Médias et des Industries culturelles (DGMIC) ne peut ni bloquer la modernisation de l'imprimerie, ni être utilisée comme prétexte à cet effet.

Le SGLCE demande à rencontrer le SPQN et la DGMIC comme il l'a déjà fait, pour que ces derniers entendent les demandes des salariés qui souhaitent pérenniser leurs emplois et y répondent positivement.

Le SGLCE rappelle qu'il refuse le départ du quotidien *Les Echos* de l'imprimerie du *Monde* à Ivry car ce départ remettrait en cause une véritable modernisation du site.

De même, le SGLCE s'oppose à toute tentative de fabrication du titre en province et réaffirme son exigence de voir les gratuits, *20 Minutes* et ceux du groupe Bolloré de réintégrer les imprimeries de presse quotidienne.

Le SGLCE se bat pour une vraie modernisation, prévoyant l'achat d'une nouvelle rotative et la modernisation de la salle d'expédition, permettant d'élargir l'offre et de traiter de nouveaux titres, ceux du groupe notamment. Il réaffirme son refus de la logique du volet Junior du plan Imprime et sa volonté de ne voir aucun salarié laissé pour compte, aucun départ contraint de la profession.

Les nouveaux actionnaires du groupe doivent tenir leurs engagements. Ils ont les moyens de réaliser la modernisation qu'attendent leurs salariés — et au-delà, la profession — attachés à l'emploi et au pluralisme de l'information.

Paris, le 8 mars 2011